

Infirmières scolaires : Les raisons d'une grève

4-5 minutes

Elles devraient être nombreuses à Paris le 10 juin. Les infirmières scolaires s'engagent à nouveau pour exiger le respect de leur métier et, elles aussi, la préparation d'une rentrée où le Covid n'aura pas disparu. Saphia Guereschi, secrétaire générale du Snics Fsu, revient sur les raisons de cette grève.

Parmi vos revendications, il y a celle du respect que vous liez aux besoins des élèves. Que demandez vous vraiment ?



On nous charge de plus en plus de missions en dehors de nos missions habituelles. Et celles ci nous n'arrivons plus à les faire. Nous ne faisons plus d'éducation à la sexualité, de suivi des décrocheurs par exemple. On est accaparé par la crise sanitaire. On nous demande par exemple d'aller dans les classes expliquer aux élèves que se tester est un devoir civique. C'est tout à fait improductif. Nous demandons qu'on nous laisse le temps de faire vraiment de l'éducation à la santé.

Au lieu de cela nous passons notre temps à faire du traçage, à contacter les familles des cas covid, à participer aux tests salivaires etc.

Une autre revendication c'est le travail en autonomie. La loi RIST la menaçait. Où en est on ?

La loi RIST est passée contre l'avis de la communauté scolaire. Pour le moment nous n'en voyons pas les effets. On voit aussi des appels à décentraliser la santé scolaire. On s'attend à des évolutions sur ce point. L'idée de créer un service de santé est bien présente.

Vous demandez une revalorisation salariale. Vous souhaitez la même revalorisation que celle des infirmières obtenue lors du Ségur de la santé ?

On demande que notre spécialité soit reconnue car nous faisons des actes que les autres infirmières ne font pas avec près de 18 millions de consultations par an. Le ministère de la santé ne le veut pas. Par rapport aux autres infirmières nos salaires décrochent. Sur une carrière il y a 11 ans de décalage à nos dépens. Notre taux de hors classe est de 10% quand celui des infirmières en hospital est de 40%. A cela s'ajoute l'évolution de la grille salariale lors du Ségur, soit 300€.

Vous demandez aussi des recrutements. Avec 8000 infirmières vous n'êtes pas assez ?

Il n'y a pas de problème de recrutement au sens où les postes ouverts sont couverts. Mais, depuis la loi de transformation de la fonction publique, la tendance est à recruter des contractuels et non des fonctionnaires. La crise a pourtant montré qu'il faut créer des postes. Nous demandons 15 000 postes supplémentaires.

Un récent sondage que vous avez réalisé montre la souffrance au travail des infirmières. Comment y répondre ?

En prenant en compte nos demandes et en instaurant un meilleur dialogue social. Pendant la crise nos propositions ont mis un an à aboutir après bien des ordres et des contrordres. Maintenant nous pensons à la rentrée. Il faut la préparer et préparer les moyens nécessaires. Pour le moment le ministère dit recruter des médiateurs mais nous ne les voyons pas sur le terrain.

On voit arriver de nouveaux variants du covid comme le variant indien. Comment préparer les établissements ?

En ayant une information claire et compréhensible par tous. On voit beaucoup de gens penser à un retour à la normale à la rentrée grâce à la vaccination. Mais l'échappement viral continue. On peut s'attendre à ce que la vaccination ne soit pas suffisante et qu'il faille sécuriser l'espace scolaire à la rentrée. Pour éviter la douche froide en septembre , quand les parents vont comprendre qu'il faudra toujours avoir des masques et être vigilants, il va falloir que chacun se sente éclairé et en situation de faire ses choix.

Propos recueillis par F Jarraud

[Les syndicats face à la départementalisation de la santé](#)